



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 20/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



REVIVAL

Rue du Président Lecuyer
zone industrielle n 4 - B.P.8
59880 ST SAULVE

Références : E/22-1912
Code AIOT : 0006500498

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement REVIVAL implanté Chemin du Corps de Garde 77500 CHELLES. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- Chemin du Corps de Garde 77500 CHELLES
- Code AIOT : 0006500498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : 3532

La société REVIVAL appartenant au Groupe DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT exploite des activités de valorisation, broyage et élimination de déchets métalliques, à ce titre elle relève des rubriques suivantes :

- n° 2712-1 centre de traitement et de dépollution des véhicules hors d'usage ;
- n° 2713-1 transit, regroupement et tri de métaux ;
- n° 2718-1 transit, regroupement et tri de déchets dangereux.

La société REVIVAL est également soumise à la directive n° 2010/75/UE relative aux émissions

industrielles est relègue de ce fait de la rubrique n° 3532 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Procédure d'information préalable ;
- Procédure d'admission des déchets ;
- Registre et traçabilité ;
- Entreposage des déchets ;
- Contrôle des nuisances sonores ;
- Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;
- Dispositifs de collecte et de traitement des effluents aqueux ;
- Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	Sans objet
2	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.	Sans objet
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Sans objet
7	Article 2 : Valeurs limites d'émissions et surveillance des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article APC du 24/12/2021	Sans objet
8	Article 3 : Valeurs limites d'émissions et surveillance des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article APC du 24/12/2021	Sans objet
9	Article 4 : Contrôle des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article APC du 24/12/2021	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les différentes zones d'exploitation des installations de la société REVIVAL sont distinctes et maintenues propres. Les consignes de sécurités sont affichées et lisibles, les moyens de luttés contre l'incendie sont régulièrement répartis. Le site est correctement organisé, cependant une attention particulière doit être portée aux conditions d'entreposage des déchets afin de limiter la pollution potentielle des eaux de ruissellement. Enfin, les mesures acoustiques liées à l'activité du site devront se poursuivre dans le temps.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.
Constats : Une fiche information préalable est renseignée, cependant le retour de l'exemplaire signé par le détenteur des déchets n'est pas systématique. Le suivi est effectué sur un logiciel interne au Groupe Derichebourg, celui-ci intègre les fiches des entrées, des sorties par typologie et par codes déchets. Deux fiches ont été examinées, les bons d'entrée > n°4043310 du 14/09/22 et 4043830 du 15/09/22, les renseignements réglementaires sont présents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
Constats : Deux fiches d'information préalable ont été vérifiées l'une concernant un professionnel et la seconde relative à un particulier. La société REVIVAL dispose d'un portique permettant le contrôle de la radioactivité, ce portique est testé tous les jours par le personnel à l'aide de baguettes tungstènes afin de s'assurer de son bon état de fonctionnement. Le dispositif a fait l'objet d'un contrôle le 15/03/2022 par la société CETTO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 et article 13.

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Article 11 > II

La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

Article 11 > III

> Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 13 > IV.

> Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.

> Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

> L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

> La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les aires d'entreposage des déchets étaient distinctes.

Cependant, les bennes de stockage de réservoirs vides et des pare-chocs sont fortement détériorées générant des fuites de résidus des fluides et de carburant sur les sols. La société utilise du produit absorbant afin de réduire les ruissellements.



L'aire de découpage au chalumeau est maintenue propre et le dispositif de lutte contre l'incendie est doté de trois RIA, l'inspection relève l'absence de bac de sable et de la signalétique indiquant la zone de découpe.

Le 19 septembre 2022 la société REVIVAL justifie auprès de l'inspection des installations classées avoir disposé un bac de sable.

La zone d'entreposage des métaux est conséquente et l'inspection constate que la hauteur de stockage est supérieure à 6 mètres. A la demande de l'inspection l'exploitant prend immédiatement les mesures nécessaires afin de ramener la zone de stockage à la hauteur réglementaire. Les manipulations à l'aide d'une grue doivent débiter le lendemain de l'inspection.



L'exploitant déclare également vouloir mettre en place dans les prochains mois des pignes de 6 mètres afin de respecter systématiquement la hauteur de stockage.

Le 19 septembre 2022 la société REVIVAL a justifié auprès de l'inspection des installations classées avoir ramené le volume de métaux entreposé à une hauteur inférieure à 6 mètres.

L'inspection constate au niveau de la dalle étanche de l'aire de stockage métaux, que certaines zones de faible superficie sont détériorées laissant apparaître la terre et ne sont plus imperméables face aux potentielles eaux de ruissellement polluées.

Au sein de l'espace de dépollution des VHU l'inspection constate que la zone est maintenue propre, que les contenants des différents fluides issus des opérations de dépollution sont munis d'un dispositif de rétention, néanmoins tous les contenants ne sont systématiquement maintenus fermés. Les pneumatiques déjantés sont entreposés à l'abri des intempéries. L'inspection constate la présence d'une benne d'environ 75 m³ de pneumatiques avec jantes.

L'aire d'exploitation du broyeur de déchets métalliques est maintenue propre. Le broyeur fait l'objet d'une maintenance interne deux fois par semaine, son moteur a été remplacé en 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; <ul style="list-style-type: none">— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;— un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie sont en nombre suffisant et judicieusement répartis sur le site. Tous les extincteurs ont été vérifiés le 05/04/2022 par la Société BPI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Article 2 : Valeurs limites d'émissions et surveillance des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, APC du 24/12/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique, les eaux issues des aires étanches de l'établissement sont récupérées et traitées avant leur rejet au réseau communal, notamment par passage dans un décanteur/déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Ce dispositif est conçu, dimensionné, entretenu, exploité et surveillé de manière à respecter les seuils fixés ci-dessous et à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...). Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux au réseau communal respecte les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/12/2021.
Constats : Les eaux de ruissellement collectées sur le site sont dirigées à l'aide de trois pompes vers le bassin de rétention, celui-ci a été entièrement rénové en 2021. Les eaux sont ensuite traitées par un débourbeur-déshuileur dont le dernier entretien a été réalisé le 18/11/2021 par la société ORTEC INDUSTRIE. L'inspection précise à l'exploitant que les actions de vérification du bon fonctionnement de la vanne d'isolement du site et les informations de sensibilisation aux personnels doivent être formalisées au sein d'un registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Article 3 : Valeurs limites d'émissions et surveillance des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, APC du 24/12/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites et des fréquences de surveillance suivantes : Poussières < 5mg/Nm ³ semestrielle Retardateurs de flamme bromés Pas de norme EN annuelle PCB de type dioxine NF EN 1948 -1, -2 et -3 (1) annuelle Métaux et métalloïdes, à NF EN 14385 annuelle l'exception du mercure (As; Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V) PCDD/F NF EN 1948 -1, -2 et -3 (1) annuelle COVT 30 mg/Nm semestrielle Actions correctives suite CI du 18/03/22 DBO/DCO ₅ non-conforme
Constats : Les valeurs limites des émissions des rejets aqueux ont été mesurées lors du contrôle inopiné programmé par la DRIEAT le 18/03/22, le rapport mettait en évidence la non-conformité des paramètres suivants : DBO / DCO ₅ . La société REVIVAL a réalisé le 09/06/2022 un nouveau contrôle conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2021/DRIEAT/UD77/166 du 24/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Article 4 : Contrôle des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article APC du 24/12/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Dans le cadre des dispositions prévues au II de l'article 1° de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 79 DAGR 2 IC 030 du 04 avril 1979, l'exploitant fait réaliser, au plus tard le 16 février 2023, un contrôle de la situation acoustique par Un organisme où une personne qualifiés, dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées, afin de s'assurer du respect des exigences de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité.
Constats : La société REVIVAL a réalisé une campagne des mesures acoustiques les 13 et 14 avril 2022 par la société DEKRA. Le rapport relève que les mesures réalisées sont conformes à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. 5 points de mesures ont été retenus (4 en limite de propriété, 1 en limite de zone d'urgence réglementée située à 1,2 km du site REVIVAL).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

